



HAL
open science

Le Venezuela de la révolution bolivarienne. Changements structurels, planification et transition

Paulo Nakatani, Rémy Herrera

► **To cite this version:**

Paulo Nakatani, Rémy Herrera. Le Venezuela de la révolution bolivarienne. Changements structurels, planification et transition. 2008. halshs-00235737

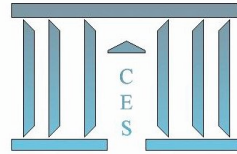
HAL Id: halshs-00235737

<https://shs.hal.science/halshs-00235737>

Submitted on 4 Feb 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Le Venezuela de la révolution bolivarienne.
Changements structurels, planification et transition

Paulo NAKATANI, Rémy HERRERA

2008.09

LE VENEZUELA DE LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE

CHANGEMENTS STRUCTURELS, PLANIFICATION ET TRANSITION

Paulo NAKATANI* et **Rémy HERRERA****

Résumé : Cet article mesure l'ampleur des changements structurels réalisés par la révolution bolivarienne au Venezuela en mettant l'accent sur le rôle de l'Etat dans la production et l'orientation des politiques macro-économiques. Il examine les transformations institutionnelles qui restent nécessaires dans la transition vers une économie planifiée et une société socialiste. Il souligne les contradictions à résoudre après la défaite enregistrée lors du référendum sur la réforme constitutionnelle de 2007, et l'urgente nécessité de tels changements pour parvenir à une société plus égalitaire.

VENEZUELA OF THE BOLIVARIAN REVOLUTION: STRUCTURAL CHANGES, PLANNING AND TRANSITION

Abstract: This paper analyzes the structural changes during the Bolivarian revolution in Venezuela, especially regarding the role of the State in production and macroeconomic policies. It examines the institutional changes needed in the transition towards a planned economy and a socialist society. It underlines both the contradictions to be solved after the defeated December 2007 constitutional reform referendum, and the urgent necessity of such changes to reach a more egalitarian society.

Mots-clés : planification, transition, socialisme, Etat, démocratie.

Key-words: planning, transition, socialism, State, democracy.

JEL Classification: O2, O54.

* Professeur du Département d'Economie et du Master de Politiques sociales de l'Université fédérale de Espírito Santo, Brésil. Email : paulonakatani@gmail.com ou pnakatani@uol.com.br.

** Chercheur au CNRS, Centre d'Economie de la Sorbonne, Université de Paris 1, Panthéon Sorbonne, France. Email : herrera1@univ-paris1.fr.

Hugo Chávez Frias a été élu pour la première fois président du Venezuela en 1998, mais ce n'est que progressivement qu'il orienta la révolution bolivarienne vers « le socialisme du XXI^e siècle ». Pour consolider ce processus, une réforme constitutionnelle, votée par le Congrès, fut soumise à l'approbation du peuple par voie de référendum. Le rejet de cette réforme par une courte majorité de 51% interrompait, le 2 décembre 2007, une longue série de succès électoraux pour les partisans du président depuis 1998. Si l'explication de cette défaite a donné lieu à de vifs débats¹, ses implications demeurent plus incertaines sur le cours des réformes engagées. Cet article entend fournir des pistes de réflexion pour évaluer la situation actuelle au Venezuela. Il analyse les changements structurels qu'a connus la société depuis la révolution, spécialement en ce qui concerne le rôle de l'État dans la production et la ligne des politiques macro-économiques. Il examine les transformations institutionnelles souhaitables dans la transition vers une économie socialiste, et souligne à la fois les contradictions à résoudre et la nécessité d'approfondir de tels changements pour progresser vers une société plus juste et égalitaire.

Économie pétrolière, redistribution et « missions sociales »

Depuis les années 1920, l'économie vénézuélienne se fonde essentiellement sur le secteur pétrolier. Dès 1926, cette ressource occupait la première place des exportations du pays. En 1939, les exportations de pétrole s'élevaient à 872 millions de Bolivars, contre 24 millions pour le café, 16 millions pour l'or et 10 millions pour le cacao. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le Venezuela était le premier exportateur mondial de pétrole –la plus grande partie de sa production étant destinée aux États-Unis. Dès ces premières décennies, le pétrole entraînait pour plus de 20% dans la structure du PIB. En 1955, les industries minières –y compris la production pétrolière– représentaient 27,0% du PIB au Venezuela, à comparer à 6,9% au Chili, 6,4% au Pérou, 4,4% au Mexique, 0,8% en Argentine, 0,3% au Brésil. Cette même année, le montant des investissements états-uniens au Venezuela atteignait 2,5 milliards de dollars, soit les investissements directs étrangers les plus importants réalisés par les États-Unis dans le monde (Furtado, 1970).

Ce n'est qu'en 1946 qu'une politique fiscale conséquente fut implantée, imposant le paiement de royalties et de taxes par les compagnies pétrolières en activité sur le territoire national. La règle de division 50-50 des profits pétroliers entre l'État vénézuélien et les firmes étrangères fut

¹ Voir à ce sujet : <http://www.aporrea.org/temas/54>.

adoptée en 1948 –la part de l’État étant portée à 60% dix ans plus tard. Cette politique –qui allait par la suite inspirer les pays du Tiers Monde producteurs de pétrole– offrit au gouvernement de substantielles recettes fiscales à la disposition du développement. Mais la spécialisation pétrolière provoqua un enchaînement de type « syndrome néerlandais », ce qui bloqua l’industrialisation, démantela les vieilles structures agraires et –la plupart des produits alimentaires étant importés– fit bondir le coefficient d’importation à des niveaux inconnus en Amérique latine (au-dessus de 30%). Le Venezuela reste aujourd’hui le seul grand pays latino-américain à être importateur net de biens agricoles.

Dans la mesure où l’industrie pétrolière reste relativement détachée du reste de l’économie, la liaison entre cours du pétrole et croissance du PIB vénézuélien ne peut être tenue pour directe. Entre 1997 et 2006, la part du secteur pétrolier a d’ailleurs baissé de 18,7 à 13,8% dans le PIB (*Tableau 1*), tandis que celle des productions non pétrolières progressait, en particulier l’offre d’eau et d’électricité, les communications, les services aux personnes et aux communautés..., traduisant une tentative de l’État de sortir du « syndrome néerlandais » par l’accroissement des dépenses publiques. Cependant, la contribution des industries manufacturières s’est réduite sur la période, révélant les difficultés rencontrées pour réduire la dépendance extérieure du pays.

TABLEAU 1. Venezuela : PIB réel par secteur de 1997 à 2006 (pourcentage du PIB)

Secteur d’activité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005*	2006*
<i>PIB réel, total</i>	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Taxe nette sur la production	8.8	9.1	9.4	9.3	9.7	8.4	7.1	9.2	9.8	10.7
Production de pétrole	18.7	18.7	19.2	18.9	18.1	17.1	18.2	17.5	15.6	13.8
Autres productions	72.4	72.2	71.4	71.8	72.2	74.5	74.7	73.4	74.6	75.5
Mines	0.7	0.6	0.6	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.7	0.7
Biens manufacturés	17.7	17.4	16.6	16.8	16.9	16.1	16.2	16.7	16.8	16.7
Électricité et eau	2.0	2.1	2.1	2.2	2.2	2.4	2.6	2.4	2.4	2.3
Construction	7.2	7.3	6.4	6.4	7.0	7.1	4.6	4.9	5.3	6.6
Commerce et réparation	8.4	8.2	8.3	8.4	8.5	8.1	7.9	8.6	9.4	10.2
Transport et stockage	3.7	3.5	3.2	3.4	3.3	3.2	3.2	3.4	3.5	3.5
Communications	2.3	2.5	2.7	2.7	2.8	3.2	3.3	3.1	3.4	3.9
Finance et assurance	2.4	2.4	2.2	2.1	2.1	1.9	2.3	2.7	3.4	4.4
Logement	9.9	10.0	10.1	9.8	9.8	10.7	10.9	10.2	10.0	9.8
Services à but non lucratif	4.5	4.5	4.7	4.6	4.5	4.9	5.3	4.9	4.8	5.1
Services gouvernementaux	10.7	10.6	10.8	10.7	10.6	11.6	13.2	12.4	12.1	11.4
Autres ^{1/}	5.6	5.7	6.1	6.2	6.1	6.6	7.0	6.3	6.4	6.0
Moins : SIFMI ^{2/}	2.6	2.6	2.3	2.1	2.2	2.1	2.6	3.1	3.9	5.0

Source : *Banco Central de Venezuela*. <http://www.bcv.org.ve/c2/indicadores.asp> (téléchargé le 12/06/2007).

Notes : * Estimations.

1/ Y compris les secteurs privés de l’agriculture et de l’hôtellerie-restauration, ainsi que certains secteurs publics.

2/ Services d’intermédiation financière mesurés indirectement.

La participation du secteur public dans les exportations de biens a diminué de 84,3% en 1997 à 77,5% en 2006 (*Tableau 2*), le point bas étant atteint lors de la crise de l'année 2003 (*lockout*). Plus surprenant encore, la part des exportations privées de pétrole a fortement augmenté de 0,2% à 15,0% du total entre 1997 et 2006. Cette tendance est intervenue en dépit de l'opposition des classes dominantes à la (re)nationalisation des réserves de pétrole et aux restrictions imposées à la production privée par la Constitution de 1999 et les lois pétrolières de 2001. Elle illustre les obstacles auxquels doit faire face la révolution bolivarienne dans ses efforts pour transformer les structures de l'économie et de la société vénézuéliennes.

TABLEAU 2. Venezuela : Exportations et importations de biens de 1997 à 2006 (pourcentage)

Exportations (FOB)	1997	1998	1999	2000	2001*	2002*	2003*	2004*	2005*	2006*
Public – total	84.3	76.5	83.5	84.0	81.0	75.5	72.9	74.1	74.3	77.5
Public – pétrole	76.6	68.4	78.3	79.5	76.2	71.0	68.8	70.5	70.8	74.4
Public – autres biens	7.7	8.1	5.2	4.4	4.8	4.5	4.1	3.7	3.5	3.1
Privé – total	15.7	23.5	16.5	16.0	19.0	24.5	27.1	25.9	25.7	22.5
Privé – pétrole	0.2	0.4	1.5	3.6	5.4	9.4	12.1	12.4	15.6	15.2
Privé – autres biens	15.5	23.1	15.0	12.4	13.6	15.1	15.0	13.5	10.1	7.3
Importations (CAF)	1997	1998	1999	2000	2001*	2002*	2003*	2004*	2005*	2006*
Public – total	13.4	12.1	11.3	12.9	11.5	13.9	23.7	15.3	15.3	13.0
Public – pétrole	7.1	6.9	4.9	6.0	6.2	7.2	11.1	9.1	9.6	8.0
Public – autres biens	6.3	5.3	6.4	6.9	5.2	6.7	12.6	6.2	5.7	5.0
Privé – total	86.6	87.9	88.7	87.1	88.5	86.1	76.3	84.7	84.7	87.0
Privé – pétrole	1.3	2.1	5.1	4.1	3.0	2.5	1.7	1.3	0.4	0.6
Privé – autres biens	85.3	85.8	83.6	83.0	85.5	83.6	74.6	83.3	84.3	86.4

Source : *Banco Central de Venezuela*. <http://www.bcv.org.ve/c2/indicadores.asp> (téléchargé le 12/06/2007).

Note : * Estimations.

Ainsi, contrairement aux dires des médias dominants prétendant que le secteur pétrolier serait totalement public et que les firmes étrangères auraient été chassées du pays, le pouvoir réel des compagnies privées (locales et étrangères) demeure très fort et, dans une conjoncture de prix élevés, leur permet de s'approprier une part considérable de la rente pétrolière. Elles contrôlent encore, côté offre, près de 90% des importations, empêchant par là même le gouvernement de disposer de moyens efficaces pour approvisionner le peuple en biens de consommation de base lorsque la lutte des classes se durcit –comme ce fut clairement le cas en 2002-03.

Historiquement, la concentration des revenus a été extrêmement forte au Venezuela. Les 5% les plus riches de la population étaient propriétaires de 85% des terres avant la Seconde Guerre mondiale, et encore de 75% en 1997. À cette date, l'indice de Gini approchait de 0,50. En 1998, il y avait un million d'analphabètes dans le pays, plus de deux millions de personnes n'ayant pas achevé le 6^e degré de l'école primaire, près d'un demi-million de bacheliers n'ayant pas accès à

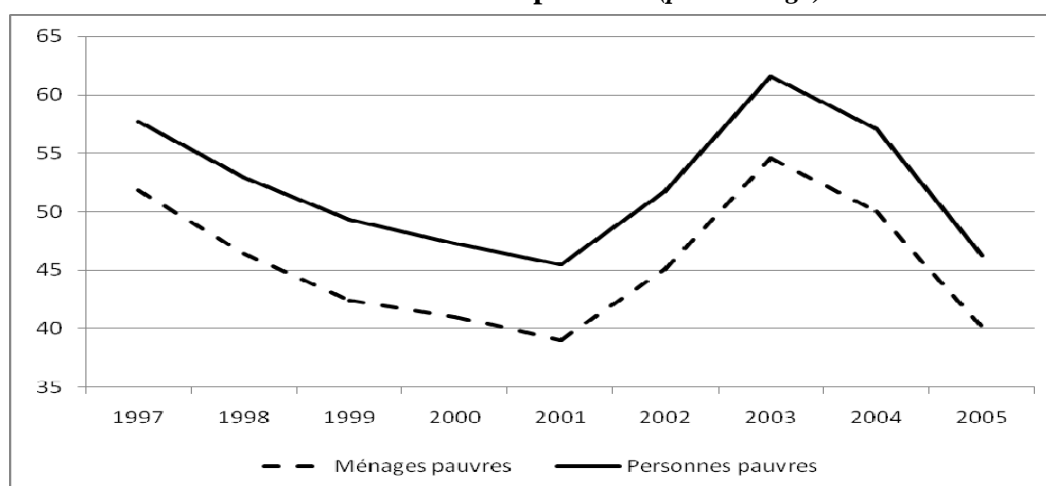
l'Université. Avant la révolution, la rente pétrolière était presque totalement appropriée par les classes dominantes ; la redistribution se limitait à quelques privilégiés –dont des travailleurs de la compagnie pétrolière PDVSA (*Petróleos de Venezuela S.A.*)². Depuis l'élection de Chávez, cette rente commence à être partiellement transférée vers les pauvres, notamment grâce aux nouvelles politiques sociales conduites sous formes de *misiones*. Les taux d'analphabétisme et de mortalité infantile ont baissé, tandis que les services de santé et les taux de scolarisation sont en hausse. Depuis 1998, la pauvreté a reculé, irrégulièrement mais fortement. Selon l'*Instituto Nacional de Estadísticas*³, elle a été réduite de 55% des ménages en 1997 à 39% en 2001, puis à 37% en 2006 –après un brusque pic en 2003 dû au *lockout* (Figure 1). Phénomène préoccupant toutefois, la part des salaires dans la valeur ajoutée s'est contractée de 36,3 à 28,2% entre 1998 et 2006, alors que celle des profits (surplus net) s'est élevée de 33,1 à 45,8% (*Tableau 3*).

TABLEAU 3. Venezuela : Valeur ajoutée - 1997-2006 (pourcentage)

Transactions	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004*	2005*	2006*
Salaires	33,4	36,3	35,8	32,8	35,1	33,0	30,7	30,1	27,1	28,2
Surplus net	39,5	33,1	34,5	40,8	37,1	38,5	42,5	43,1	46,1	45,8
Autres revenus mixtes	11,8	14,4	14,1	12,9	13,7	13,3	12,8	11,9	11,1	11,0
Dépréciation	5,5	6,1	6,0	5,6	6,0	6,6	6,2	5,4	5,8	5,8
Taxes moins subventions (production et importations)	9,8	10,2	9,7	7,8	8,0	8,6	7,8	9,6	9,9	9,3
PIB – Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : *Banco Central de Venezuela*. <http://www.bcv.org.ve/c2/indicadores.asp> (téléchargement le 12/06/2007).
Note : * Estimations.

FIGURE 1. Venezuela : Indicateurs de pauvreté (pourcentage)



Source : *Instituto Nacional de Estadísticas*.

² N'oublions pas : la Confédération des Travailleurs du Venezuela (CTV) prit position pour le coup d'Etat de 2002.

³ Voir : <http://www.sisov.mpd.gob.ve/indicadores/>.

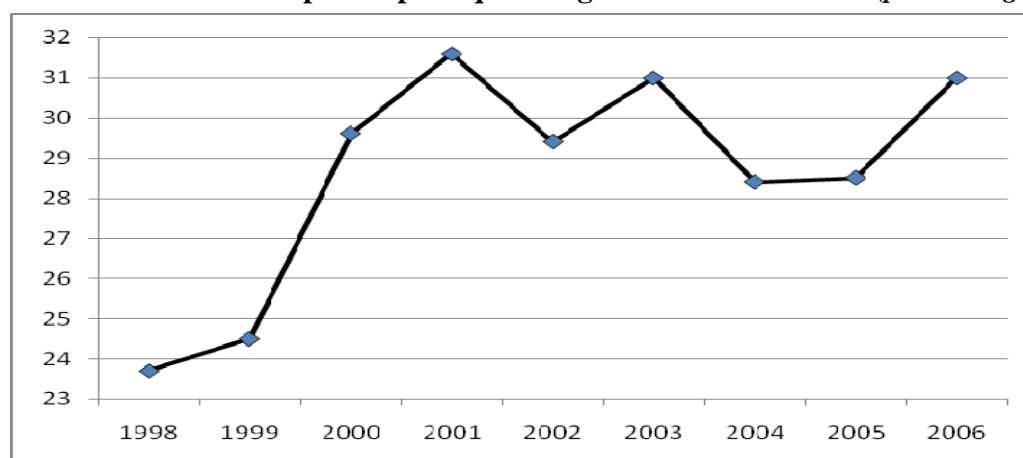
Le net recul de la pauvreté s'explique en grande partie par la mise en œuvre, depuis 2003, des missions sociales –la plupart d'entre elles avec l'aide de Cuba. La première série de missions concerne l'éducation : *Simoncito* (pré-scolaire), *Robinson* (alphabétisation et éducation primaire), *Ribas* (école secondaire), *Sucre* (éducation supérieure), *Vuelvan Caras* (création d'emplois avec formations professionnelles rémunérées). Deuxièmement, la mission *Barrio Adentro* a commencé en avril 2003 et a été étendue à tout le pays, jusqu'aux régions les plus reculées, grâce à 20 000 médecins cubains et un réseau d'hôpitaux et de dispensaires dans les quartiers défavorisés. Plus de 17 millions de Vénézuéliens bénéficient de ce programme de « *médecine générale intégrale* », qui généralise gratuitement le droit à la santé, jusqu'alors réservé à une élite fortunée. Enfin, la mission *Mercal* fournit à 10 millions de pauvres une large gamme de biens de consommation subventionnés et distribués à prix réduits (environ -40%) dans 16 000 magasins gérés par l'État, marchés ouverts et points de vente mobiles à travers tout le pays.

TABLEAU 4. Venezuela : Dépenses sociales du gouvernement central (pourcentage du PIB)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Dépenses publiques sociales	8,2	9,4	11,0	12,1	11,2	12,1	11,8	11,6	13,6
Education	3,4	4,1	4,5	4,8	4,8	4,6	4,8	4,1	5,1
Santé	1,4	1,5	1,4	1,5	1,7	1,5	1,6	1,6	1,8
Logement	1,0	0,8	1,7	1,0	0,8	1,1	0,6	1,3	1,6
Sécurité sociale	1,4	2,0	2,2	3,4	2,8	3,4	3,1	3,0	3,6
Développement social	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8	1,1	1,2	0,9	1,0
Culture	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3
Science et technologie	0,1	0,1	0,2	0,3	0,1	0,1	0,3	0,3	0,2

Source : *Sistema de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV)*.

FIGURE 2. Venezuela : Dépenses publiques du gouvernement central (pourcentage du PIB)



Source : Banque mondiale.

La plupart de ces missions sont financées soit directement, par des transferts de PDVSA, soit indirectement par le biais de fonds spéciaux de promotion des projets sociaux, en particulier le Fonds pour le Développement social et économique (FONDESPA), adopté par l'Assemblée générale des Actionnaires de PDVSA en 2004, et le Fonds pour le Développement national (FONDEN), créé en 2005 par l'État dans le but de soutenir de grands travaux d'infrastructures⁴. Les montants en jeu sont loin d'être négligeables, puisque les ressources totales allouées au développement social par PDVSA ont atteint 7,3% du PIB en 2006 –à comparer à 13,6% de dépenses sociales du gouvernement central cette même année (*Tableau 4 et Figure 2*).

Politiques macro-économiques budgétaire, monétaire et de change

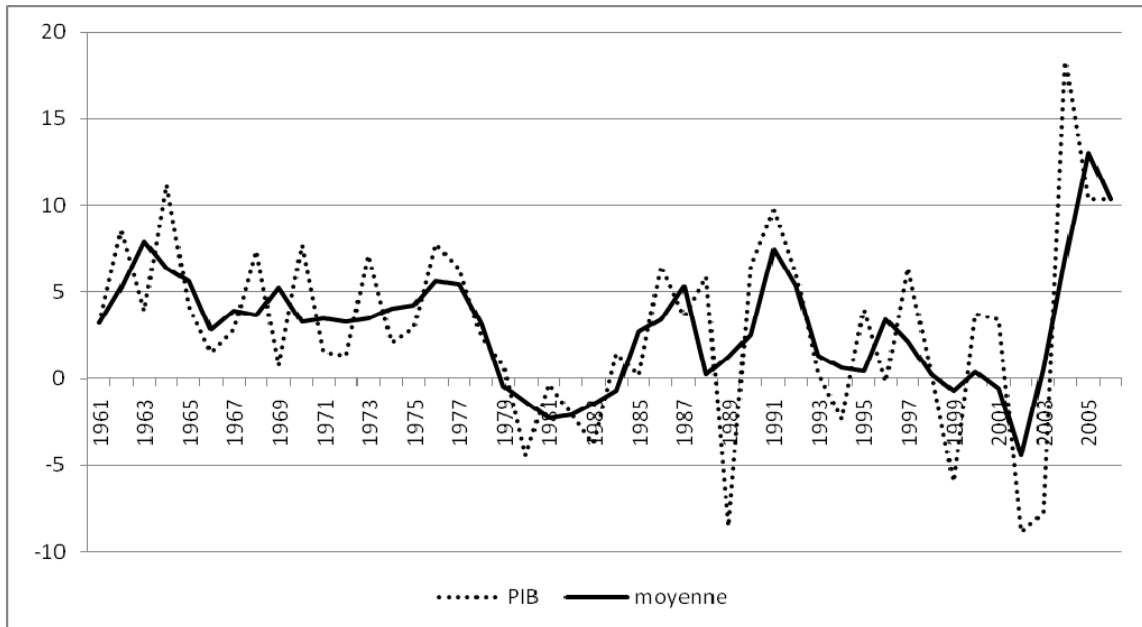
L'économie vénézuélienne reste encore aujourd'hui largement dominée par une structure de propriété privée des moyens de production. La participation de la production privée dans le PIB et les échanges extérieurs demeure prépondérante. Logiquement, la plus grande partie du revenu est donc appropriée par des propriétaires privés. Et près de cinq ans furent nécessaires pour que le gouvernement Chávez prenne le contrôle de PDVSA –devenue la première entreprise nationale, désormais publique, et la cinquième compagnie pétrolière du monde. Dix ans après le début de la révolution bolivarienne, l'État vénézuélien reste un État capitaliste, avec toutes les limites et contradictions qui lui sont attachées. L'un des défis du gouvernement révolutionnaire sera d'utiliser cet État pour faire converger, progressivement et légalement, la société capitaliste actuelle vers le socialisme.

Les politiques macro-économiques menées depuis 2002-03 traduisent certes des différences significatives par rapport à celles suivies dans le reste de l'Amérique latine –aux exceptions de Cuba et, dans une certaine mesure, de la Bolivie. Au Venezuela, des politiques budgétaires et monétaires plutôt expansionnistes, combinées à un contrôle du taux de change, ont contribué au redressement de la croissance (*Figure 3*). De 1998 à 2006, la hausse des cours du pétrole poussa les recettes pétrolières de l'État de 5,8 à 16,1% du PIB. Le gouvernement fit le choix d'accroître les dépenses publiques de 23,7 à 31,0% sur la période (*Figure 2*) –les dépenses sociales passant de 8,2 à 13,6%–, et de réduire les taux d'intérêt, négatifs en termes réels ces dernières années

⁴ Issu des réserves de devises et du surplus pétrolier, le budget 2007 de FONDEN a atteint 20 881 millions de dollars.

(Figure 4). Depuis février 2003, il fixe le taux de change et recourt au contrôle des changes –en même temps qu’il plafonne et/ou gèle les prix de certains biens (alimentation, inputs).

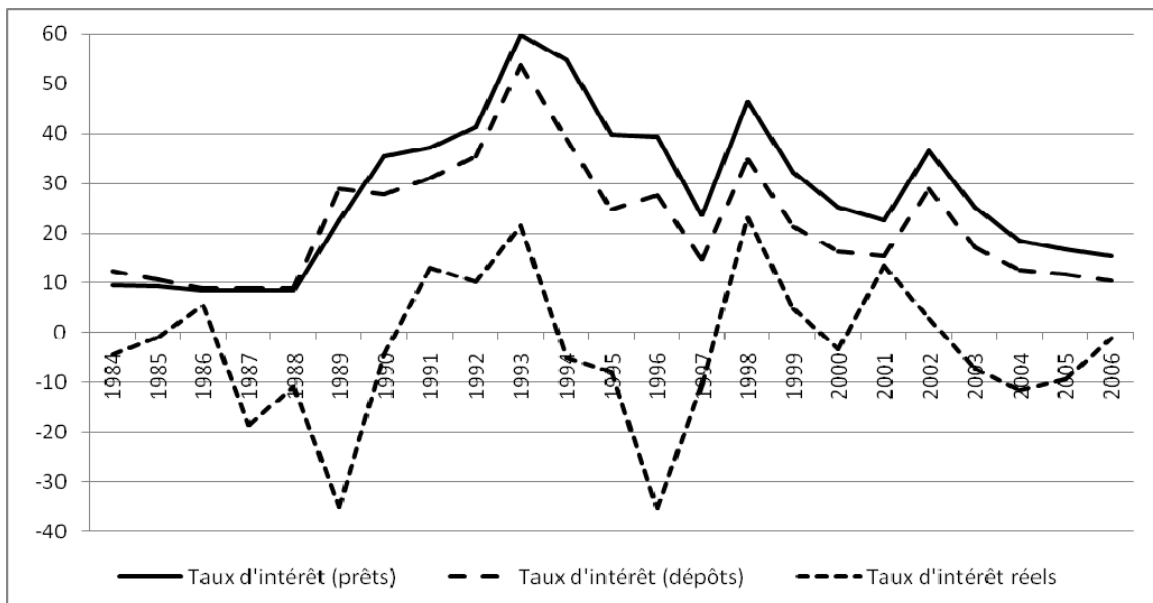
FIGURE 3. Venezuela : Taux de croissance du PIB (pourcentage)



Source : Banque mondiale.

Notes : PIB aux prix de marché et en monnaie locale constante. Calcul en moyenne mobile sur trois ans.

FIGURE 4. Venezuela : Taux d'intérêt (pourcentage)



Source : Banque mondiale.

Toutefois, sans demeurer exactement les mêmes, les structures et les fonctions de l'État n'ont pas connu de changements très profonds au cours de la dernière décennie. Et à l'intérieur même de cet État vénézuélien, encore capitaliste on l'a dit, de puissants groupes bureaucratiques de fonctionnaires et d'experts, avec leurs valeurs idéologiques, comportements individualistes et anciennes méthodes de gestion, conservent le contrôle de décisions et d'activités administratives clés, ce qui complexifie considérablement l'implantation de mesures alternatives de la révolution. Les données statistiques des institutions publiques restent similaires à celles construites dans les autres pays capitalistes, utilisant les méthodologies conçues par le FMI ou la Banque mondiale.

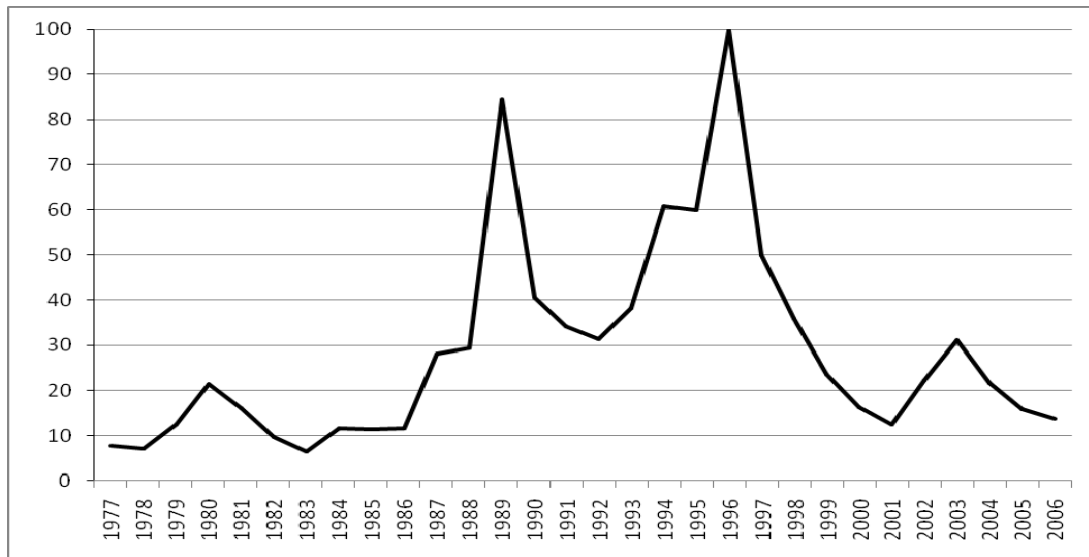
Fondamentalement, le pétrole reste toujours la principale ressource de l'État. La part des taxes indirectes (comme la TVA) dans les recettes fiscales se maintient plus ou moins à la même proportion du PIB, tandis que les taxes sur les revenus du capital n'ont pas augmenté. Par conséquent, le système fiscal vénézuélien, encore fortement régressif, continue à privilégier les classes dominantes –les riches contribuant relativement moins que les pauvres aux recettes fiscales. Actuellement, tout déficit primaire du budget de l'État est couvert par un recours aux marchés financiers, la vente de titres, l'émission d'emprunts ou des opérations d'*open-market* ; un excédent peut être stérilisé par la politique monétaire ou utilisé pour accroître les réserves officielles. Théoriquement, ces mécanismes liant politiques budgétaire, monétaire et de change sont contrôlés, en dernier ressort, par la Banque centrale (*Banco Central de Venezuela* ou BCV).

Paradoxe : celle-ci est maintenue « autonome » par le gouvernement, comme le recommande l'orthodoxie du FMI et comme le font les pays dont la politique économique est subordonnée à la finance mondiale. Ce principe d'autonomie a en effet été accepté par la Constitution de 1999. Récemment, pourtant, le Président Chávez a argumenté en faveur d'une remise en cause de cette autonomie, afin de renforcer le contrôle de l'État sur le marché des changes –pour éviter les fuites de capitaux– et les réserves officielles –pour financer les dépenses décidées par le gouvernement. La Banque centrale pourrait constituer, à condition d'être dotée des pouvoirs et outils appropriés, un très puissant instrument pour induire les changements nécessaires dans la transition socialiste.

Cependant, la politique monétaire qui est actuellement conduite par la BCV se contente, sans différences de nature par rapport aux autres banques centrales des pays capitalistes, quoique sans règles explicites, de mettre en œuvre une politique de « ciblage » de l'inflation et de régulation très traditionnelle des taux d'intérêt visant à contrôler la base monétaire, donc le niveau des prix. Cette politique n'a toutefois pas connu le même succès que celles appliquées aux États-Unis, en

France ou au Brésil, par exemple. Car la variation de l'indice des prix à la consommation a certes décéléré de +59,9% en 1995 à +12,6% en 2006, mais elle restait encore relativement élevée en 2007, à plus de +10,0% (Figure 5). L'opportunité était alors donnée aux économistes orthodoxes de dénoncer un soi-disant « échec » de la politique monétaire du gouvernement bolivarien.

FIGURE 5. Venezuela : Taux d'inflation (pourcentage annuel)



Source : Banque mondiale.

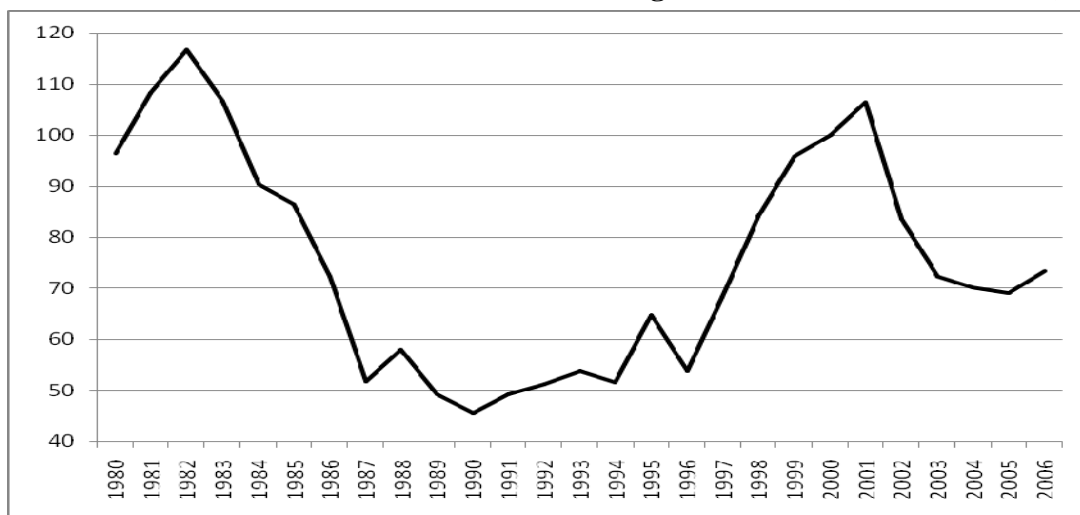
Note : Indice des prix à la consommation.

Comme, en économie capitaliste, les marchés commandent (presque) toute la société, et que le niveau des prix résulte de la lutte des classes pour l'appropriation du surplus, l'inflation ne peut être rigoureusement tenue par la Banque centrale. Jusqu'à présent, il semble que l'avantage aille à la bourgeoisie vénézuélienne dans la bataille monétaire qui l'oppose au gouvernement. Et lorsque ce dernier a voulu accroître ses transferts de revenus en faveur des plus pauvres, les classes dominantes, grâce au pouvoir que leur confèrent la propriété des grands moyens de production et le contrôle du système bancaire, du marché des changes et des échanges intérieurs et extérieurs –en plus de celui sur les médias et une partie des universités–, entamèrent un *lockout* aux effets destructeurs sur l'économie. Seule la mobilisation active du peuple est en mesure de faire reculer un tel pouvoir, comme ce fut le cas lors du coup d'État manqué de 2002.

Dans ces conditions, la régulation des taux d'inflation et de change se voit continûment défiée par les classes dominantes vénézuéliennes qui, légalement (droits de propriété) ou non (marchés noirs), nient le droit de la révolution de conduire une stratégie de développement alternative au

moyen d'instruments monétaires et financiers efficaces. Aussi stimulaient-elles les marchés noirs, notamment pour surévaluer artificiellement le taux de change et accélérer les fuites de capitaux ; comme elles réduisent (ou même stoppent) la production (ou cachent des marchandises) de façon à organiser des pénuries et à pousser les prix à la hausse. Le Ministre des Finances vénézuélien a annoncé, en décembre 2007, que les fuites de capitaux « légales » avaient atteint sur l'année 2,3 milliards de dollars –auxquels il nous faudrait ajouter les fuites illégales, approchées par la ligne « *erreurs et omissions* » de la balance des paiements (2,9 milliards de dollars). L'opposition se plaît ainsi à instrumentaliser politiquement contre la politique gouvernementale le volume des opérations de change réalisées sur le marché noir –où le dollar états-unien pouvait être vendu, à la fin de l'année 2007, deux ou deux fois et demie plus cher que son taux de change officiel.

FIGURE 6. Venezuela : Indice du taux de change effectif réel (base 100 en 2000)

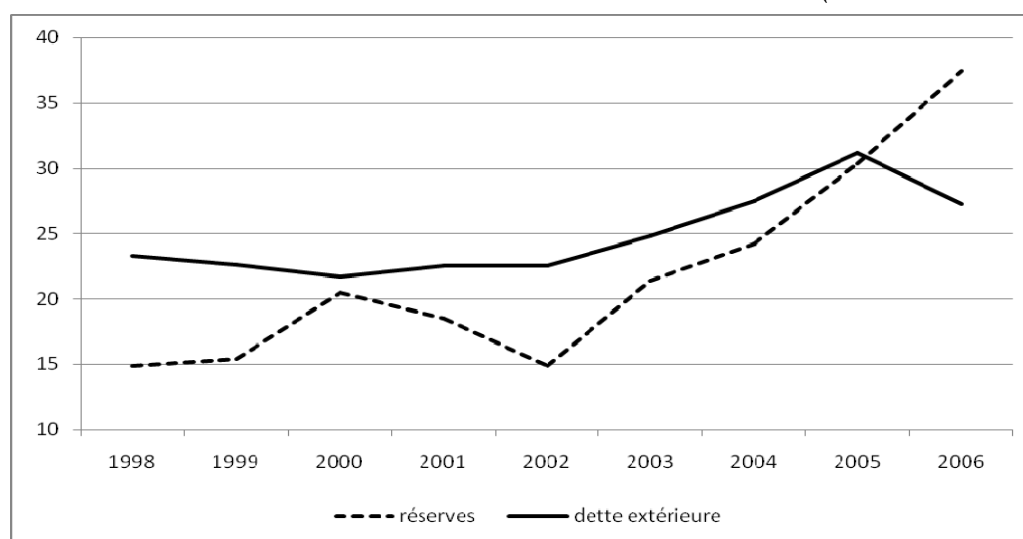


Source : Banque mondiale.

Quoiqu'il en soit, malgré ces difficultés et une opposition agressive des classes dominantes, l'économie vénézuélienne a enregistré sous le Président Chávez à la fois le taux d'inflation le plus bas depuis les années 1970 (*Figure 5*), avec 19,6% en moyenne entre 1999 et 2006 contre 49,4% de 1987 à 1998, et l'un des plus forts taux de croissance du PIB de l'Amérique latine depuis 2002-03 (*Figure 3*), avec près de 13% par an. En outre, le montant des réserves officielles (devises et or) a fortement augmenté au cours des dernières années, de 14,8 milliards de dollars en 1998 à 37,4 milliards en 2006. Si l'on additionne à cette somme l'ensemble des avoirs détenus

par l'État vénézuélien à l'étranger, estimés entre 14 et 19 milliards de dollars⁵, le total pourrait largement permettre le remboursement de la dette publique (externe et interne) de 44,1 milliards de dollars en 2006 (*Figure 7*). L'État pourrait faire face à l'impact sur les dépenses publiques d'une éventuelle chute (ou, plus probablement, stagnation) des cours du pétrole, et confirmer ainsi la tendance haussière de ses budgets sociaux.

FIGURE 7. Venezuela : Réserves officielles et dette extérieure (milliards de dollars)



Source : Banque mondiale.

Planification et transition socialiste

Initialement, la révolution bolivarienne n'était pas socialiste. Ce n'est en fait qu'après les élections de 2006 que le gouvernement Chávez formula une série de propositions destinées à orienter vers le socialisme cette expérience de transformation structurelle de la société capitaliste vénézuélienne en un autre type d'organisation sociale. Or, historiquement, cette dernière a pris la forme, dans les pays socialistes, de la planification centrale de l'économie, comme ce fut le cas en Union soviétique ou en République populaire de Chine. Si l'ampleur de la socialisation a varié selon les pays, l'État socialiste a généralement aboli la propriété privée des moyens de production et pris le contrôle de l'ensemble de la base économique (industrie, agriculture, système bancaire). La plupart du temps, les changements structurels ont été facilités par le fait qu'après la

⁵ Weisbrot et Sandoval (2007).

révolution, les classes dominantes ont fui le pays et abandonné leurs propriétés. À l'évidence, la situation est bien différente dans le Venezuela d'aujourd'hui.

En effet, les classes dominantes vénézuéliennes sont non seulement restées dans le pays, mais elles ont conservé la propriété des principaux moyens de production (industries, infrastructures, terres) et le contrôle des banques et de la finance, de la plupart des commerces et services..., sans expropriation. Puisque les propriétaires privés ont gardé l'essentiel de leurs pouvoirs économique et politique, l'État ne sera très vraisemblablement pas en mesure de construire un système de planification centrale sans prise le contrôle des moyens de production des secteurs stratégiques de l'économie. Car, pour ce qui concerne la plus grande partie de la production et de la distribution, l'extension du dispositif actuel de planification au Venezuela souffre d'un problème crucial : celui de sa non-acceptation par les capitalistes locaux et étrangers. Ce type de planification, qui dépend des intérêts de ces derniers, nécessite des mécanismes de financement et de subvention afin d'élever les taux de profit. Pour l'heure, dans un contexte de lutte des classes exacerbée, le gouvernement a pourtant été contraint de limiter en pratique le système de planification aux contours du secteur public, en tentant d'intégrer les différents niveaux de décisions budgétaires, des collectivités locales jusqu'au gouvernement central.

Au-delà du contrôle, fondamental, de L'État sur plusieurs grandes entreprises nationalisées dans des secteurs stratégiques, comme le pétrole, l'électricité et le téléphone en particulier, l'une des originalités de l'expérience vénézuélienne vient des « entreprises de production sociale » (EPS ou *empresas de producción social*). La caractéristique majeure de ces unités de production, qui fonctionnent sous des régimes de propriété étatique, collective ou mixte, est que leur gestion est assurée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes, lesquels s'approprient directement le surplus créé par leur propre travail. À l'heure présente, le financement des 321 EPS en activité dans les diverses branches de l'économie, s'élevant à 8,9 millions de dollars jusqu'en mars 2007, s'avérait encore très loin d'être suffisant pour espérer tenir tête au pouvoir des firmes privées locales et étrangères et soutenir l'effort de construction d'un système de planification efficace à l'échelle nationale.

Le ministère de la Planification et du Développement travaille en ce moment à la formulation de propositions de formes alternatives de planification, fondées notamment sur la loi organique de planification de 2001. Cette loi donna naissance à deux nouvelles instances d'organisation d'une participation réelle et démocratique du peuple aux décisions relatives au budgets publics et

dans l'essor d'un pouvoir populaire au Venezuela : les Conseils locaux de Planification publique (*Consejos Locales de Planificación Pública*), créés en 2002 au niveau des municipalités ; et les Conseils communaux (*Consejos Comunales*), en tant qu'unités –souvent apparues spontanément avant même leur création officielle en droit– d'intégration locale et de participation active des citoyens au sein des différentes communautés du pays⁶. Malgré la défaite enregistrée lors du référendum de décembre 2007, la Constitution actuelle laisse encore aux Conseils communaux de très larges espaces pour une mobilisation populaire dans les processus de décisions économiques et politiques afin de résoudre certains des problèmes locaux les plus urgents et/ou importants. Par exemple, ils peuvent gérer des banques locales financées sur ressources gouvernementales afin de soutenir des productions réalisées par des coopératives ou d'autres formes de propriété collective. Quelque 25 000 conseils avaient déjà été créés en 2007, chacun d'eux rassemblant entre 200 et 400 familles.

En janvier 2007, cette nouvelle organisation politique fut complétée par l'instauration des Conseils de Travailleurs (*Consejos de Trabajadores*) et des Conseils de Paysans (*Consejos de Campesinos*), dans le but de développer la participation ouvrière et paysanne à la gestion locale des entreprises et des exploitations agricoles –au-delà du rôle traditionnel joué par les syndicats. Parallèlement, l'accès à la terre a progressivement été étendu dans le cadre de la réforme agraire promulguée par la révolution bolivarienne, à la fois en zones urbaines, avec les Comités de Terres urbaines régis par la loi du 4 février 2002, et en zones rurales par la mission *Zamora* lancée en 2003 et autorisant la distribution de quelque quatre millions d'hectares à plus de 130 000 familles (jusqu'en 2005). Ce processus doit être poursuivi, de même que des progrès restent encore à faire en termes de soutien aux productions agricoles, d'accès aux marchés ou de formation de paysans, mais aussi d'usage à son plein potentiel du programme *Mercal*.

Après le rejet de la réforme constitutionnelle fin 2007, le gouvernement Chavez doit repenser la stratégie de mise en œuvre de son projet social. Certains aspects des institutions du pouvoir populaire, des structures centrales et de l'organisation territoriale de l'État, comme également des politiques macro-économiques elles-mêmes, devront être améliorés pour élargir les bases sociales de la révolution, et éviter tout saut en arrière. Pour approfondir la nécessaire transition socialiste, le gouvernement aura inévitablement besoin d'accroître le poids des entreprises publiques et des entreprises de production sociale dans l'économie nationale, mais encore et surtout, lorsque les

⁶ Voir : Ministerio de Planificación y Desarrollo (2002).

conditions pour le faire seront réunies, de les inclure –y compris sous des formes de propriété combinées– dans un nouveau système de planification, incorporant et homogénéisant l’ensemble des dispositifs et des mesures de politiques budgétaire, monétaire et de change. La formation des cadres de la nouvelle société doit devenir une priorité. Les missions sociales, tout spécialement, pourraient sans doute étendre leur couverture et élever leur efficacité en étant financées par le gouvernement central, intégrées administrativement aux institutions de l’État et déployées dans le périmètre de compétences des ministères concernés.

Point essentiel : un contrôle véritablement démocratique de la Banque centrale du Venezuela et la participation active du peuple au système de planification de l’économie nationale, organisée grâce aux nouveaux organes du pouvoir populaire, constituent des conditions clés pour modifier en profondeur les objectifs et les instruments des politiques macro-économiques de la révolution, en particulier dans le sens d’un renforcement des mécanismes de transferts des revenus pétroliers en faveur des ménages les plus pauvres. La réforme constitutionnelle aurait probablement fourni un cadre juridique et de puissants leviers pour développer le pouvoir populaire et la démocratie participative. Son refus complexifie davantage les changements structurels et voies de passage vers une société plus juste –d’autant que les interactions entre démocratie participative et politiques macro-économiques ne sont pas aisées à mettre en pratique. Néanmoins, le fait que plus de quatre millions de Vénézuéliens aient manifesté leur soutien à la transition socialiste lors du referendum de décembre 2007 contribue sûrement à jeter de solides bases pour les avancées révolutionnaires à venir.

Pour conclure, force est d’admettre que, si le cours futur de la révolution vénézuélienne dépend d’abord et avant tout des Vénézuéliens eux-mêmes, sa trajectoire sera influencée aussi, pour partie, par l’ampleur des succès que rencontrera sa politique extérieure, jusqu’à présent très audacieuse. Pour ne retenir ici que quelques exemples, le gouvernement Chávez a acheté sur les marchés financiers des titres émis par les États argentin et bolivien afin de réduire les pressions internationales pesant sur leurs politiques intérieures. Il a surtout contribué, en décembre 2004, au lancement de l’Alternative bolivarienne pour les Amériques et les Caraïbes (ALBA), laquelle ouvre la perspective d’une régionalisation latino-américaine fondée sur la solidarité et protectrice des marchés nationaux face aux comportements prédateurs des transnationales et au projet états-unien de Zone de Libre Échange des Amériques (ALCA). Il a aussi promu *Petrocaribe*, accord

entre pays caribéens pour la fourniture de pétrole vénézuélien dans des conditions nettement plus avantageuses que celles des marchés « libres », et est toujours en négociations pour la création de *PetroSur*, une compagnie pétrolière publique continentalisée, regroupant plusieurs des plus gros producteurs d'hydrocarbures d'Amérique latine et des Caraïbes (Venezuela, Brésil, Argentine, Équateur, Bolivie...). Il a encore signé, en décembre 2007, à Buenos Aires, l'accord de mise en route de la Banque du Sud (*BancoSur*), institution multilatérale dont les objectifs sont de réduire la dette extérieure, financer le développement et aider à se libérer des diktats des organisations internationales. Grâce à une stratégie mondialisée de solidarité à l'égard des pays du Sud, le Venezuela est assurément aujourd'hui l'un des fronts anti-impérialistes les plus importants. Pour cette raison, comme pour le fait que, pour la toute première fois dans l'histoire du pays, la rente pétrolière est utilisée dans le but d'améliorer les conditions de vie et de travail des plus pauvres et de financer de nouvelles formes de production, notamment les coopératives et les « entreprises de production sociale », le devoir de tous les progressistes du monde est d'apporter leur soutien à la révolution bolivarienne du Venezuela.

Références bibliographiques :

- Chávez, H. 2007. Presentación del proyecto de Reforma Constitucional ante la Asamblea Nacional, por parte del presidente Hugo Chávez. <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=55013>.
- Corporación Venezolana de Guayana. 2007. Ministerio del Poder Popular para las industrias básicas y Minería. Informe ejecutivo marzo 2007. http://www.cvg.com/espanol/portal_eps/index.php.
- Economic Intelligence Unit. 2006. *Venezuela – Country Profile 2006*, London.
- Furtado, C. (1970), *Economic Development of Latin America*, Cambridge University Press, Cambridge.
- González, M. 2003. El petróleo como instrumento de política exterior en el gobierno del Presidente Hugo Chávez Frías. *Revista Venezolana de Análisis de Coyuntura IX-2: 59-87*.
- Malaver, T. 2006. Los Consejos Comunales y su Ley: ilusiones para no mirar más allá de un estrecho horizonte. <http://www.aporrea.org/imprime/a24469.html>.
- Ministerio de Planificación y Desarrollo. 2002. Consejo Local de Planificación Pública/Guia de Organización y Funcionamiento. Despacho del Vice Ministro de Planificación y Desarrollo Regional. Dirección General de Planificación del Desarrollo Regional.
- Morandy, D. 2006. Consejos Comunales de Planificación. <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=28456>.
- Oduber, D. H. 2007. Poder comunal, vía del poder popular para la transición al socialismo. <http://www.aporrea.org/imprime/a33540.html>.
- Parada, F. 2007. Los consejos comunales. La verdadera explosión del poder comunal desde las bases. http://www.lahaine.org/skins/basic/lhart_imp.php?p=21469.

PDVSA. 2007. Gestión y Resultados 2006. <http://www.pdvsa.com>.

Reforma Constitucional. 2007. Reforma de la Constitución de la República Bolivariana de Venezuela. <http://www.venezuela.gov.ve>.

República Bolivariana de Venezuela. 2007. *Líneas Generales del Plan de Desarrollo Económico y Social de la Nación 2007-2013*. <http://www.gobiernoenlinea.ve/noticias-view/shareFile/>.

– 2007. *Reforma de la Constitución*. <http://www.venezuela.gov.ve>.

Weisbrot, M., et L. Sandoval. 2007. The Venezuelan Economy in the Chávez Years. Center for Economic and Policy Research. <http://www.cepr.net/content/view/1248/8/>.

Weisbrot, M., L. Sandoval et D. Rosnick. 2006. Poverty Rates in Venezuela: Getting the Numbers Right. Center for Economic and Policy Research. <http://www.cepr.net/content/view/1248/8/>.

World Bank (années variées), *World Development Indicators*, Washington D.C.